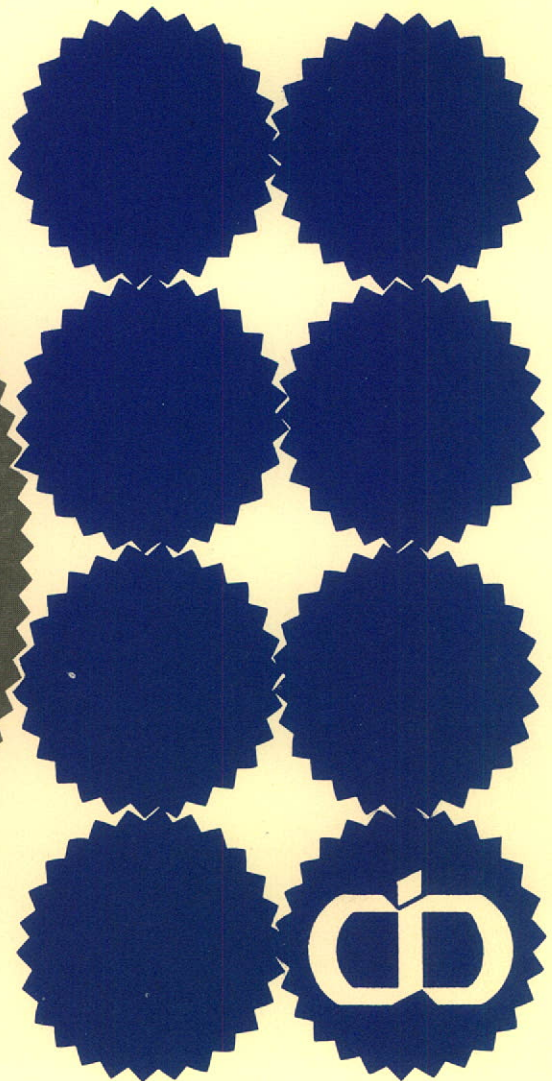
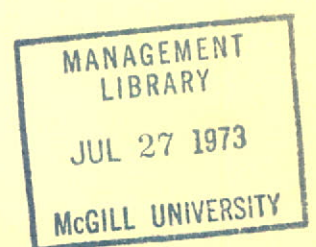


**L'INSTITUT  
COOPÉRATIF  
DES JARDINS**  
ASSOCIATION  
COOPÉRATIVE



**RAPPORT ANNUEL 1968**







**PRÉSIDENT**

**Gérard Rivard**

L'Union régionale de Trois-Rivières  
des Caisses populaires Desjardins.

**VICE-PRÉSIDENT**

**Paul Lacaille**

La Caisse populaire d'Hochelaga, Montréal.

**TRÉSORIER**

**Laval Chartré**

La Société d'Assurance des Caisses  
populaires, Lévis.

**SECRÉTAIRE**

**Marcel Tremblay<sup>2</sup>**

La Caisse populaire St-Sauveur, Québec.

**ADMINISTRATEURS**

**G. A. Bertrand<sup>1</sup>**

L'Union régionale de Joliette des  
Caisses populaires Desjardins.

**Armand Cadotte**

L'Union régionale de Montréal des  
Caisses populaires Desjardins.

**J. Hercule Dubé<sup>1</sup>**

L'Union régionale de Québec des  
Caisses populaires Desjardins.

**Gérard Dugas**

L'Union régionale de Gaspé des  
Caisses populaires Desjardins.

**Pierre Hamel**

L'Assurance-Vie Desjardins, Lévis.

**François La Roche<sup>1</sup>**

L'Union régionale du diocèse de Chicoutimi  
des Caisses populaires Desjardins.

**André G. Leroux**

La Sauvegarde, Compagnie d'Assurance  
sur la Vie, Montréal.

**Lucien Locat<sup>1</sup>**

La Caisse populaire St-Barthélémy,  
Montréal.

**Maurice Martin**

L'Union régionale des Caisses populaires  
du Diocèse de Rimouski.

**J.-Henri Payette**

L'Union régionale de St-Hyacinthe des  
Caisses populaires Desjardins.

**Robert Pelletier**

L'Union régionale des Caisses populaires  
de l'Ouest Québécois.

**G. Roger Roy<sup>1</sup>**

L'Union régionale des Caisses populaires  
de Sherbrooke.

(1) Administrateur sortant de charge.

(2) N'est pas membre du Conseil d'Administration.

**LA DIRECTION GÉNÉRALE**

Gérard Barbin, Directeur général

François Leclerc, Adjoint au Directeur général

**LES SERVICES PÉDAGOGIQUES**

Marcel Landry, Directeur

Michel Doray, Conseiller pédagogique

Robert Laroche, Conseiller pédagogique

Yvan Forest, Adjoint aux conseillers pédagogiques

Normand Thériault, Documentaliste

**LES SERVICES ADMINISTRATIFS**

Marc Jean, Directeur

Roger Pouliot, Directeur du service de la résidence

Maurice Bédard, Comptable





Depuis 5 ans, plus de 25,000 personnes ont séjourné à L'Institut Coopératif Desjardins. Des centaines de groupes, d'associations, d'entreprises ou de ministères, du pays ou de l'étranger, y ont tenu des sessions d'une durée variant entre quelques heures ou quelques mois et pour tout genre de programmes. Derrière ces réalisations qui n'ont pas servi que les seuls intérêts directs du Mouvement Desjardins, il y a cette acceptation de tout le Mouvement Desjardins de contribuer par L'Institut Coopératif Desjardins, entre autre, au développement social du milieu québécois et même des pays en voie de développement.

Les connaissances et les tâches sont si nombreuses et complexes, sous l'influence de la science et des techniques, qu'il nous faut trouver de nouvelles façons d'apprendre. Comme les ressources humaines sont si limitées en nombre et en qualité chez-nous, il nous a fallu inventer une formation dans l'action en mettant à la disposition du milieu et des pays en voie de développement (quoique d'une façon plus limitée) un instrument nouveau comme notre centre résidentiel et une équipe pédagogique s'inspirant d'une pédagogie dynamique. En acceptant ce défi, nous avons été entraînés au cœur des problèmes du développement économique et social. En fait, nous avons été fondé, nous le réalisons bien, pour augmenter la capacité de créer et d'agir des individus et des groupes et leur permettre d'assumer des responsabilités nouvelles qui n'étaient réservées autrefois qu'aux seules classes privilégiées. L'Institut Desjardins, en accueillant chez-lui tous ces groupes, veut apporter une contribution à la formation en vue du changement social, à une mise en commun de toutes les énergies créatrices et à une participation générale et éclairée au développement communautaire, objectif qui rejoint celui du Mouvement Desjardins.

Le mouvement coopératif et le Mouvement Desjardins sont à la recherche de leur second souffle. Les besoins en ressources humaines et en formation du personnel sont énormes si l'on veut viser à la fois à l'efficacité et à la promotion sociale; c'est une tâche exigeante, dans la coopération, d'avoir à former à la fois des hommes compétents pour l'entreprise et dynamiques pour développer l'association de personnes et la participation. Le mouvement coopératif se doit de préciser sans cesse ses orientations, de développer une vue d'ensemble sur la société qu'il veut construire et une philosophie sociale et économique prospective. Il doit associer le plus grand nombre de personnes possible à ses activités, repenser le partage des responsabilités entre élus et salariés, la représentativité de ses membres, l'exercice du pouvoir démocratique, développer des structures

régionales qui facilitent la participation, reviser continuellement ses objectifs et son organisation en fonction des besoins, réévaluer sa perception des besoins, etc. Mouvement de compensation devant le néocapitalisme qui répond ou crée des besoins par intérêt, comme le déclarait le professeur Fernand Dumont, il doit exprimer les grands besoins collectifs constamment sous-estimés par le secteur économique et masqués par la publicité, définir les besoins véritables de la société et cela, tout en administrant des entreprises financières de grande importance. Il est essentiel d'en arriver à développer chez les dirigeants du mouvement coopératif un esprit tourné vers l'avenir tout en s'inspirant du passé. Il faut prévoir des programmes de formation continus et dynamiques qui préparent à des tâches nouvelles et qui permettent de réapprendre son travail en l'apprenant autrement; développer un esprit nouveau qui aidera à sortir des modèles connus pour créer, grâce à l'expérience et à l'imagination de praticiens qui sont motivés par les besoins actuels plutôt que par la sauvegarde des structures et du bien acquis, par l'auto-défense et la justification du passé. Il faut laisser aux historiens le soin de faire l'exégèse du passé et se convaincre que « la raison de nos actes est en avant de nous » (Gaston Berger). Il faut se préparer à une action collective plus rationnelle et plus démocratique, qui s'appuie sur des efforts de planification et de prospective. Ce sont des tâches majeures auxquelles L'Institut Desjardins est associé et c'est dans ce sens que nous croyons interpréter les besoins du milieu en offrant des services qui peuvent apporter des éléments de solution.

L'Institut est d'abord un agent de réflexion communautaire du Mouvement Desjardins et se considère comme un agent de promotion sociale individuelle et collective. Il utilise, comme instrument privilégié, ce centre résidentiel, mais il met aussi au service du centre et des groupes qui font appel à lui une équipe pédagogique pour les assister dans la programmation, la réalisation et l'évaluation de programmes de formation, ce qui ne se traduit pas toujours par des stages.

Respectant sa pédagogie centrée sur les groupes, L'Institut Desjardins n'a pas voulu imposer ses propres programmes et s'est plutôt placé en situation d'écoute du milieu et a essayé de répondre à ses besoins. Ce n'est que graduellement que nous sommes arrivés à privilégier certains programmes de formation à la gestion et à l'action collective comme ceux que nous réalisons actuellement et que nous avons décidé de nous orienter vers la formation de formateurs.

Pour faire suite au travail de réflexion que nous avons amorcé il y a quelques années, et à nos recommanda-





tions concernant la formation des cadres dans le Mouvement Desjardins, le Comité de Coordination du Mouvement coopératif Desjardins a approuvé à sa réunion du 27 novembre l'organisation par L'Institut Desjardins de deux sessions d'étude, d'une semaine chacune, la première pour les directeurs généraux des institutions du Mouvement Desjardins, et, la seconde, pour les gérants des Unions régionales. La direction de cette session a été confiée au Dr Gilles Auclair, directeur du Centre de recherche en sciences humaines de l'administration à l'École des Hautes Études Commerciales de Montréal et à M. Guy Archambault, professeur et directeur du Centre de perfectionnement de l'École des Hautes Études Commerciales. La première session a eu lieu à la fin de janvier et la seconde au début de février et tous les directeurs généraux ainsi que les gérants des Unions régionales y ont participé.

Nous appuyant sur les expériences vécues dans les diverses entreprises, il nous apparaissait impératif que tout programme de formation de cadres dans une entreprise soit d'abord suivi par les membres de la haute direction. C'est à elle qu'il appartient de définir d'abord une philosophie de la gestion et de créer le climat nécessaire à tout effort de perfectionnement. Après ces stages, il appartient maintenant à chacune des institutions du Mouvement de juger s'il importe de poursuivre cette formation dans leur institution respective et sous quelle forme? Il va sans dire que ces deux sessions d'étude ont eu l'avantage de nous aider à développer une conception commune de la gestion dans le Mouvement coopératif Desjardins.

Conformément aux objectifs qui ont été assignés à L'ICD lors de sa fondation et à la lumière de nos premières expériences de formation de cadres coopératifs d'Asie, d'Antilles et d'Afrique, nous avons décidé à la fin de 1967 d'intensifier et d'améliorer la rentabilité de nos interventions dans les pays en voie de développement. À cette fin, nous avons défini un projet de programme quinquennal de coopération avec l'Afrique francophone, hypothèse d'action dont nous avons décidé de vérifier la pertinence et le réalisme au cours de l'année 1968. Nous avons alors élaboré et réalisé d'avril à octobre 1968 un programme de recherche au Québec, en Europe et en Afrique. Nous remercions le ministère des Affaires Intergouvernementales du Québec qui, par une subvention, a rendu possible cette étude. Nous avons de plus entrepris une enquête auprès des diverses institutions du Mouvement Desjardins afin de dresser un inventaire de ce qui s'y est fait depuis quelques années au plan de la coopération avec les pays en voie de développement et de recueillir leurs commentaires et leurs suggestions quant à nos projets et à une intensification de nos activités internationales.

Nous recommandons donc principalement :

- (1) que se poursuivent les activités de coopération de L'ICD avec les pays en voie de développement ;
- (2) que ces activités soient planifiées pour une période de trois ans, c'est-à-dire de 1969 à 1971 inclusivement ;
- (3) qu'elles soient surtout concentrées en Afrique francophone ;
- (4) qu'elles soient orientées vers la formation de cadres moyens ;
- (5) quelles favorisent une véritable coopération entre interlocuteurs égaux et qu'elles soient l'occasion d'échanges professionnels mutuellement enrichissants ;
- (6) que dans la réalisation de ses activités de coopération avec les pays en voie de développement, L'ICD travaille en étroite collaboration avec le Mouvement Desjardins et le Conseil de la Coopération du Québec ;
- (7) que L'ICD s'assure, pour la réalisation de ses activités de coopération avec les pays en voie de développement, de l'appui du ministère des Affaires Intergouvernementales du Québec, de l'Agence Canadienne de Développement International et de l'Organisation Catholique Canadienne pour le Développement et la Paix.

Sur le plan financier, l'année 1968 se termine avec un déficit net d'opérations de \$32,826 ; si, par ailleurs, nous excluons des revenus, les sommes versées en contributions par le Mouvement Desjardins, le déficit de l'année est de \$172,043. Le déficit accumulé de L'Institut Desjardins, au 31 décembre 1968, se chiffre à \$177,461. Si L'Institut Desjardins peut poursuivre ses activités et offrir ses services à un coût inférieur au coût réel, afin de répondre aux besoins de ses membres et de la communauté, c'est donc grâce à l'appui du Mouvement Desjardins.

Nos prévisions budgétaires nous laissent entrevoir un déficit de \$168,095. Notre Conseil d'administration a décidé de faire de nouveau appel aux institutions du Mouvement Desjardins pour combler ce déficit ainsi qu'au Ministère de l'Éducation du Québec.

À la suite d'une étude entreprise en cours d'année sur le financement de L'Institut Desjardins à court, moyen et long termes, nous considérons que l'un des moyens d'assurer le développement d'une institution comme la nôtre, au service de la communauté et des pays en voie de développement, c'est d'obtenir l'appui de l'État en plus de celui des institutions du Mouvement Desjardins. C'est donc dans ce sens que nous travaillerons.





## EN RÉSIDENCE À L'INSTITUT

## 1 — MOUVEMENT DESJARDINS

## ● Les Caisses populaires Desjardins

(gérants, gérants-adjoints, 1er, 2ème, 3ème, 4ème cycles, inspecteurs).

— Perfectionnement en administration.

## ● Société de Fiducie du Québec

— Étude des rôles et des objectifs de divers services.

## ● Les Unions régionales

(a) Québec — Perfectionnement d'animateurs

(b) St-Hyacinthe — Étude des problèmes sociaux et économiques.

## ● L'Assurance-Vie Desjardins

— Formation professionnelle pour des instructeurs-gérants et des représentants.

## ● Le Service de la Formation professionnelle de L'Assurance-Vie Desjardins et de la Sauvegarde

— Initiation des instructeurs-gérants aux techniques de formation.

646 41 4.2

44 4 1.5

62 2 2.5

73 4 2.2

42 2 5.

867 53 3.8

## 2 — MOUVEMENT COOPÉRATIF

## La Caisse d'Économie du Service hospitalier du Lac Etchemin

— Rencontre d'information pour les membres.

## ● Le Conseil de la Coopération du Québec

(a) Étude et définition des responsabilités d'administrateurs de coopératives;

(b) Information sur le Mouvement coopératif québécois et le développement économique du Québec;

(c) Étude des causes sociologiques du développement des différents secteurs coopératifs dans le monde et au Québec.

## Les Pêcheurs Unis de Québec

(a) Étude d'orientation et d'implantation d'une nouvelle structure;

(b) Définition et mise au point d'un programme d'action.

15 1 1.

139 5 2.

43 2 3.5

197 8 2.3

## 3 — LES ORGANISMES À BUT NON LUCRATIF

## A) Les associations professionnelles:

## L'Alliance des Professeurs de Montréal

— Sensibilisation à l'animation et aux mécanismes de participation.

## ● L'Union Catholique des Cultivateurs

(a) Formation à l'animation des groupes et à la participation;

(b) Initiation à l'utilisation des méthodes audio-visuelles;

(c) Initiation au rôle de négociateur représentant des producteurs.

## La Fédération des Pompiers professionnels du Québec

— Définition des rôles et objectifs des syndicats locaux de La Fédération en vue d'une plus grande efficacité.

## L'Association des Administrateurs d'Hôpitaux du Québec

— Session de recyclage en administration hospitalière.

22 1 3.

70 4 4.5

48 1 4.

188 2 6.

## La Confédération des Syndicats Nationaux

(a) Formation et information syndicales;

(b) Étude de techniques syndicales;

(c) Élaboration d'un programme de formation.

## ● La Corporation des Enseignants du Québec

(a) Sensibilisation aux exigences et aux conséquences de l'insertion de la participation dans les structures;

(b) Sensibilisation aux mécanismes de la participation et de la communication, et initiation aux techniques de travail en groupe.

## Le Syndicat des Professeurs de l'État du Québec (CSN)

— Étude de problèmes de négociations et de mise en place d'une nouvelle structure.

## Le Syndicat professionnel des Enseignants

— Étude de problèmes de négociations.

## Le Syndicat des Travailleurs des Chantiers maritimes de Lauzon (CSN)

— Étude de techniques syndicales.

## La Fédération Nationale des Services

(a) Inventaire de problèmes et recherche de solutions;

(b) Étude de techniques syndicales.

## Le Syndicat du Secteur CEGEP (CSN)

— Étude de techniques syndicales

## ● Le Collège des Optométristes

— Identification des problèmes d'action et établissement d'un plan.

407 17 2.

90 2 5.

128 1 2.

251 3 1.3

40 1 2.

186 5 4.2

56 1 2.

18 1 2.

1504 39 2.9

## B) Les ministères et organismes paragonnementaux:

## ● La Commission Scolaire Polarisante de Lévis

— Définition du rôle d'un principal d'école et sensibilisation à l'animation.

## ● Commission de la Fonction publique (Ottawa)

— Étude et appréciation de programmes d'enseignement et définition de rôles pertinents.

## ● Le Ministère de l'Éducation (Québec) S.E.M.E.A.

— Formation et perfectionnement d'enseignants du niveau élémentaire engagés dans l'utilisation des méthodes actives.

## ● La Commission Scolaire Polarisante de Charny

— Sensibilisation aux techniques d'animation pour des principaux d'écoles.

## Le Ministère du Travail (Québec)

— Étude des problèmes sociologiques et économiques du Québec en vue de l'établissement d'une politique de main-d'oeuvre.

8 1 6.

20 1 3.

129 2 12.

15 1 5.

53 2 4.



## **LÉGENDE :**

- services résidentiels et/ou pédagogiques sous l'une ou l'autre des formes suivantes : consultation, programmation, animation, évaluation, observation.

## **NOTE :**

Ce tableau ne tient pas compte d'un grand nombre d'individus ou de groupes avec lesquels L'Institut Coopératif Desjardins a collaboré d'une façon régulière sur place ou à l'extérieur sans honoraires pédagogiques.



● **Université d'Ottawa (Secom)**

— Dans le cadre du séminaire du Canada outre-mer pour hauts fonctionnaires francophones des pays en voie de développement, renseigner ces derniers sur les efforts du Québec dans le domaine de la planification et participation par une session d'information sur le Québec sociologique, économique et culturel.

● **L'Agence Canadienne de Développement International**

— Faire connaître à des stagiaires africains des méthodes d'éducation des adultes et l'insertion de celles-ci dans le monde coopératif.

**TOTAL**

10 1 8.

18 1 5.

46 3 6.

4353 159 3.8

● **Grand Séminaire de St-Hyacinthe**

— Initiation au travail de groupe.

● **Faculté des Sciences de l'Éducation de l'Université Laval**

— Initiation à l'animation.

● **Radio-Canada: Émission « Tirez au Clair »**

— Observation et consultation technique sur l'animation.

● **Direction générale de l'Éducation permanente du Ministère de l'Éducation**

— Définition de rôles et de tâches.

● **Conseil d'Orientation Économique du Québec (Région Saguenay-Lac St-Jean)**

— Définition d'objectifs, de rôles et de tâches

● **Session d'études sacerdotales (Diocèse de Trois-Rivières)**

— Sensibilisation aux exigences de l'animation.

● **Commission scolaire de Chicoutimi**

— Définition de rôles et de tâches et initiation au travail de groupe.

● **Département d'Orientation scolaire et professionnelle des Sciences de l'Éducation de l'Université Laval.**

— Sensibilisation aux exigences de l'animation.

● **TÉVEC (Télévision éducative du Québec)**

— Consultation sur l'animation et la participation.

— Évaluation d'activités d'animation sur le terrain.

● **Union Catholique des Cultivateurs**

— Sensibilisation à l'animation des groupes de travail.

— Sensibilisation aux techniques audio-visuelles.

● **Office de Développement de l'Est du Québec**

— Programmation de la formation.

● **Commission des Écoles Catholiques de Montréal**

— Animation de séances d'évaluation.

● **Conférence Catholique Canadienne**

— Animation de séances d'étude.

● **UNIVERSITÉ LAVAL (Comité d'organisation de la journée d'étude sur le Rapport Roy)**

— Consultation technique et programmation.

● **L'Assurance-Vie et La Sauvegarde**

— Animation de séance de discussion.

**TOTAL**

35 1 3.

35 10 .5

25 3 .5

60 1 4.

55 1 3.

50 1 .5

20 1 1.

6 1 1.

225 5 4.

55 3 4.

20 1 3.

4 1 1.

30 1 1.

60 4 2.

55 1 .5

735 35 2.1

## À L'EXTÉRIEUR

NOMBRE DE PARTICIPANTS

NOMBRE D'OPÉRATIONS

DURÉE MOYENNE



# Groupes qui ont utilisé les services résidentiels et/ou pédagogiques de L'Institut Coopératif Desjardins (DU 1er JANVIER 1968 AU 31 DÉCEMBRE 1968)

C) Les associations et groupes divers:	<b>L'Institut de Recherche pédagogique</b> — Étude et réflexion sur les problèmes de l'apprentissage de la lecture.	134	1	2.			
	<b>L'Office de Planification Économique du Québec</b> — Réflexion et dialogue sur les rôles respectifs des Conseils Économiques Régionaux et de l'Office de Planification Économique du Québec.	53	2	4.			
	● <b>Radio-Canada</b> — Familiarisation aux exigences du travail en équipe pour du personnel de cadres.	12	1	2.			
	<b>La Commission de la Fonction publique (Québec)</b> — Rencontre d'information.	27	1	1.			
	● <b>T.E.V.E.C.</b> — Réflexion d'une équipe d'animation sociale sur les moyens à prendre pour améliorer leurs travaux de groupe.	38	3	3.3			
		489	15	4.6			
	● <b>La Fédération des Sociétés St-Jean-Baptiste</b> — Perfectionnement des méthodes et techniques d'action requises dans les rôles des responsables d'un programme d'étude et d'action.	73	4	6.2			
	● <b>L'Université Laval (École d'Architecture)</b> — Étude de l'Habitat en milieu urbain.	26	1	3.			
	<b>L'Institut de Géographie de l'Université Laval</b> — Étude des méthodes d'enseignement de la géographie.	11	1	1.			
	<b>L'Institut de Formation par le Groupe</b> (a) Formation des dirigeants au travail d'équipe dans l'entreprise; (b) Sensibilisation aux relations humaines (Dynamique de groupe).	214	4	8.7			
	<b>L'Alliance Chorale Canadienne</b> — Journées d'étude sur le développement de l'Alliance.	114	2	1.5			
	<b>L'Association des Musées Canadiens</b> — Formation à l'organisation et à l'administration d'un musée.	97	1	2.			
	<b>La Croix Rouge (Service de Sécurité Aquatique)</b> — Revision des politiques existantes et implantation de nouvelles.	16	1	1.			
	<b>Recyclage en Mathématiques</b> — Session de recyclage en mathématiques pour les enseignants.	136	4	2.			
	● <b>Conseil Canadien de Bien-Être</b> — Réflexion sur les moyens à prendre pour accroître l'efficacité d'agents de développement communautaire et entraînement à des méthodes efficaces d'analyse du milieu.	42	1	5.			
	<b>Association des Camps du Québec</b> — Étude et définition du leadership pour les responsables de camps de vacances.	51	1	2.			
	<b>St-Pierre &amp; Vachon Inc.</b> — Cours de vente.	66	2	1.			
	<b>La Jeune Chambre de Lévis-Lauzon</b> — Initiation à l'administration.	80	2	1.			
	<b>L'Association protectrice des Forêts laurentiennes</b> — Étude de problèmes relatifs à la prévention et à la lutte contre les feux de forêts.	19	1	1.			
	● <b>La Fédération des Étudiants-Maitres du Québec</b> — Clarification de tâches, de rôles et d'objectifs et sensibilisation aux instruments et aux exigences de l'animation.	28	1	4.			
	<b>L'Alcan</b> — Apprentissage du français par une session dite « d'immersion totale ».	46	4	13.			
	<b>L'Institut d'Assurance du Québec</b> — Perfectionnement en assurances générales.	11	1	1.			
	● <b>L'Association Cuisenaire du Québec</b> — Initiation à l'animation et réflexion sur les méthodes d'organisation.	17	1	5.			
	<b>La Compagnie de Téléphone Bell du Canada</b> — Évaluation du fonctionnement général d'un service.	9	1	2.			
	<b>Le Parti Libéral du Québec</b> — Échange de vue avec des représentants du Mouvement coopératif.	10	1	1.			
	<b>Le Cercle des Voyageurs de Commerce de Lévis</b> — Exposé sur le rôle de la femme canadienne-française.	71	1	1.			
	<b>Le Collège de Lévis (Conventum réthorique)</b> — Journée d'échange entre des anciens élèves du Collège de Lévis.	25	1	1.			
	● <b>Groupe de recherche pour l'éducation et la promotion (GREP)</b> — Échange entre formateurs-ICD et formateurs-GREP, et évaluation de la tournée québécoise du GREP.	16	1	2.			
	● <b>Session d'initiation à l'animation des groupes de travail (ICD)</b> — Sensibilisation aux attitudes et aux instruments de base d'une animation rationnelle des groupes de travail.	72	4	5.			
		1250	41	4.4			
	4 — <b>LA SECTION INTERNATIONALE (Pays en voie de développement)</b>						
	● <b>Université d'Ottawa (Pacom)</b> — Formation d'animateurs (stagiaires d'Afrique et d'Asie) et connaissance du Québec sociologique, économique et culturel, dans le cadre du programme d'administration publique destiné aux fonctionnaires francophones des pays en voie de développement.	18	1	5.			



## BILAN AU 31 DÉCEMBRE

(avec chiffres comparatifs au 31 décembre 1967)

### ACTIF

DISPONIBILITÉS

IMMOBILISATIONS

Terrain, bâtisse, ameublement et équipement

À déduire : amortissement accumulé

### PASSIF

EXIGIBILITÉS

EMPRUNT À LONG TERME

Hypothèque, 6% remboursable par versements mensuels de \$1,969, capital et intérêts (1967 : \$1,910.)

À déduire : remboursement de capital au cours de l'année

AVOIR DES SOCIÉTAIRES

Capital social :

Émis et payé, 28,463 parts sociales de \$25.00 chacune (1967 : 28,290)

Déficit accumulé

	1968		1967	
DISPONIBILITÉS		\$ 54,925		\$ 48,416
IMMOBILISATIONS				
Terrain, bâtisse, ameublement et équipement	\$1,031,945		\$998,041	
À déduire : amortissement accumulé	154,725	877,220	120,432	877,609
		<u>\$932,145</u>		<u>\$926,025</u>
PASSIF				
EXIGIBILITÉS		\$ 39,247		\$ 20,336
EMPRUNT À LONG TERME				
Hypothèque, 6% remboursable par versements mensuels de \$1,969, capital et intérêts (1967 : \$1,910.)	\$361,075		\$343,413	
À déduire : remboursement de capital au cours de l'année	2,291	358,784	2,646	340,767
AVOIR DES SOCIÉTAIRES				
Capital social :				
Émis et payé, 28,463 parts sociales de \$25.00 chacune (1967 : 28,290)	711,575		707,250	
Déficit accumulé	177,461	534,114	142,328	564,922
		<u>\$932,145</u>		<u>\$926,025</u>

Note : Ce bilan a été approuvé au nom du Conseil d'administration par M. Gérard Rivard, président et M. Laval Chartré, trésorier.

### RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

Nous avons examiné le bilan de L'Institut Coopératif Desjardins, association coopérative, au 31 décembre 1968 et les états du déficit accumulé, du capital social, des revenus et dépenses et l'état de provenance et d'emploi des fonds pour l'année terminée à cette date. Nous avons obtenu tous les renseignements et explications demandés. Notre examen a comporté une revue générale des procédés comptables et les sondages des livres, pièces et autres documents que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances. À notre avis, d'après les renseignements et explications qui nous ont été

fournis et d'après ce qu'indiquent les livres de l'association, le bilan et les états du déficit accumulé, du capital social, des revenus et dépenses et l'état de provenance et d'emploi des fonds ci-annexés sont rédigés de manière à représenter équitablement la situation financière de l'association au 31 décembre 1968 ainsi que les résultats de ses opérations pour l'année terminée à cette date, conformément aux principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'année précédente.

Lévis, le 13 janvier 1969

RUEL, ROY, MOREAU & ASSOCIÉS  
Comptables agréés



## ÉTAT DES REVENUS ET DÉPENSES

Pour l'année terminée le 31 décembre 1968

(avec chiffres comparatifs pour l'année terminée le 31 décembre 1967)

### REVENUS

#### D'opérations :

Résidence	\$221,507	\$237,912
Pédagogie	41,052	25,665
Divers	3,357	3,160
De contributions des Institutions du	139,217	99,843
Mouvement coopératif Desjardins		

\$405,133

\$366,580

### DÉPENSES

Achats	\$ 43,548	\$ 45,335
Service du personnel	249,013	212,633
Coût d'opération de la bâtisse	12,409	13,100
Fournitures	26,565	21,198
Entretien et réparations	7,940	9,281

#### Autres frais :

Honoraires — personnel pédagogique	3,364	10,059
Services professionnels	4,877	7,136
Frais de voyages	18,780	12,960
Intérêts sur hypothèque	20,498	20,433
Divers	16,266	22,592

\$403,260

\$374,727

### EXCÉDENT DES DÉPENSES SUR LES REVENUS

Avant l'amortissement des immobilisations

(1,873)

8,147

### AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS

34,699

33,093

### EXCÉDENT DES DÉPENSES SUR LES REVENUS POUR L'ANNÉE

\$ 32,826

\$ 41,240

### CÉDULE D'ASSURANCES

#### ASSURANCE-INCENDIE

Bâtiment \$750,000

Contenu 150,000

ASSURANCE BOUILLLOIRE 500,000

ASSURANCE-VOL 2,000

#### RESPONSABILITÉ PUBLIQUE

Blessures corporelles 500,000 (par personne)

500,000 (par événement)

500,000 (par accident)

Dommages matériels 100,000 (par personne)

RESPONSABILITÉ PATRONALE 300,000 (par événement)

ASSURANCE GARANTIE-FIDÉLITÉ 2,500 (par employé)

10,000 (par employé de la direction)

ASSURANCE NON PROPRIÉTAIRE D'AUTO 500,000 (limite globale)



## LES MEMBRES

### LES ADMINISTRATEURS

846 CAISSES POPULAIRES  
DESJARDINS

LES 10 UNIONS RÉGIONALES  
DES CAISSES POPULAIRES  
AFFILIÉES À LA FÉDÉRATION  
DE QUÉBEC

LA FÉDÉRATION DE QUÉBEC  
DES UNIONS RÉGIONALES  
DES CAISSES POPULAIRES  
DESJARDINS

LA SOCIÉTÉ D'ASSURANCE  
DES CAISSES POPULAIRES

L'ASSURANCE-VIE DESJARDINS

LA SAUVEGARDE,  
COMPAGNIE D'ASSURANCE  
SUR LA VIE

LA SOCIÉTÉ DE FIDUCIE  
DU QUÉBEC

LA SÉCURITÉ

LE CONSEIL DE LA COOPÉRATION  
DU QUÉBEC

Les membres auxiliaires.

## LE COMITÉ EXÉCUTIF

### PRÉSIDENT

**Gérard Rivard**

L'Union régionale de Trois-Rivières  
des Caisses populaires Desjardins.

### MEMBRES

**Laval Chartré**

La Société d'Assurance des Caisses  
populaires, Lévis.

**Pierre Hamel**

L'Assurance-Vie Desjardins, Lévis.

**André G. Leroux**

La Sauvegarde, Compagnie d'Assurance  
sur la Vie, Montréal.

**Lucien Locat**

La Caisse populaire St-Barthélemy,  
Montréal.

### SECRÉTAIRE

**Marcel Tremblay**

La Caisse populaire St-Sauveur, Québec.

## LA COMMISSION PÉDAGOGIQUE

### PRÉSIDENT

**Paul Lacaille**

Gérant de la Caisse populaire  
d'Hochelaga, Montréal.

### MEMBRES

**Léo Bérubé**

Directeur du Service des coopératives  
de la Province de Québec, Québec.

**Yolande Boissinot**

Directrice du Service Familial  
de Québec, Québec.

**Irénée Bonnier**

Directeur du service de l'éducation  
de la Fédération des Caisses  
populaires, Lévis.

**Yvon Daneau**

Directeur général du Conseil  
de la Coopération du Québec,  
Québec.

**Gérard Dugas**

Optométriste, Maria.

**François La Roche**

Gérant de la Caisse populaire  
d'Arvida, Arvida.

**Henri Payette**

Gérant de la Caisse populaire  
de Granby, Granby.

### SECRÉTAIRE

**Gérard Barbin**

Directeur général de L'Institut  
Coopératif Desjardins, Lévis.

## L'INSTITUT COOPÉRATIF DESJARDINS

### sa nature

L'Institut Coopératif Desjardins est une  
association coopérative constituée dans  
un but éducatif en vertu de la Loi  
des associations coopératives de la  
province de Québec.

### ses membres

Ses membres sont les Caisses populaires  
Desjardins et les différentes institutions  
qui forment le Mouvement coopératif  
Desjardins et le Conseil de la Coopération  
du Québec.

### ses objectifs

Formation à l'action collective  
démocratique et au fonctionnement  
rationnel des groupes.

### ses instruments

- Un centre résidentiel d'éducation des  
adultes fondé en 1963 et situé à Lévis.
- Une équipe pédagogique composée  
de spécialistes assistant les groupes  
qui utilisent l'ICD tant au niveau  
de la programmation et de la  
réalisation d'opérations de formation  
qu'à celui de leur évaluation.

### sa clientèle

Tous les groupes de caractère  
économique, social, professionnel  
ou autres, et les groupes de stagiaires  
des pays en voie de développement.





